



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU FINISTÈRE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAULIN

VERSION RECTIFIÉE DU 28 SEPTEMBRE

**Compte-rendu de la cellule de veille des installations Leseur de Carhaix-Plouguer
qui s'est tenue le jeudi 15 septembre 2011
à la maison des services publics de Carhaix-Plouguer**

Participaient à cette réunion placée sous la présidence de M. Denis Olagnon, Sous-préfet de Châteaulin:

- M. Hervé Philippe, représentant M. le maire de Carhaix-Plouguer
- Mme Isabelle Jan, adjointe à la directrice générale des services de la mairie de Carhaix-Plouguer ;
- M. Thierry Legrain, directeur de la Société Leseur ;
- M. Denis Le Fèvre, technicien SEQ des établissements Leseur ;
- M. Philippe L'Hénaf, établissement Leseur de Carhaix-Plouguer ;
- Mme Isabelle Auffret, présidente du comité des riverains de l'usine Leseur (CRUL) ;
- Mme Catherine Boulanger, comité des riverains de l'usine Leseur (CRUL) ;
- M. Franck Keller, comité des riverains de l'usine Leseur (CRUL) ;
- M. Jean Jaffrenou, directeur de la CFTA Bretagne ;
- M. Serge Poulain, établissement circulation Bretagne de la SNCF ;
- Capitaine Gwennél Dedieu, commandant en second de la Compagnie de Gendarmerie de Châteaulin ;
- Lieutenant Denis Guéguen, commandant la communauté de brigades de gendarmerie de Carhaix-Huelgoat ;
- Lieutenant Didier Moses, SDIS 29 CIS de Morlaix ;
- Major Bernard Glin, SDIS 29 CIS de Carhaix-Plouguer ;
- M. Etienne Péquérin, inspecteur des installations à l'unité territoriale du Finistère de la DREAL ;
- M. Yvon Marzin, unité de prévention des risques à la DDTM ;
- Mme Michèle Boulic, chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Préfecture du Finistère ;
- M. Manuel Le Fouler, gestionnaire de planification de secours et de défense au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Préfecture du Finistère ;
- Mme Marie-José Fontaine, bureau du cabinet de la Sous-préfecture de Châteaulin.

Absent :

- M. le chef de l'unité territoriale de la DIRECCTE

~~~~~

Après accueil des participants à la réunion, M. le Sous-préfet rappelle que la cellule de veille des établissements Leseur s'était réunie le 29 avril 2010. Il avait alors été convenu d'une réunion dans un délai d'un an. Ce délai a été reporté pour permettre à la DREAL de présenter l'étude de danger qui lui a été transmise par l'exploitant. M. le Sous-préfet rappelle que cette étude de danger a un impact sur le PPI (Plan Particulier d'Intervention) mais également des implications en matière de maîtrise de l'urbanisation.

M. le Sous-préfet propose que la réunion se tienne selon le plan suivant :

- Présentation par l'exploitant de la situation actuelle du site Leseur de Carhaix depuis la réunion de la cellule de veille en avril 2010 ;
- Point sur l'actualité réglementaire du site présenté par la DREAL ;
- Intervention du SIDPC sur la révision du PPI ;
- Echanges sur les questions diverses.

Aucun souhait particulier n'étant émis le premier point de l'ordre du jour peut être abordé.

**1 - Présentation par l'exploitant de la situation actuelle du site Leseur de Carhaix depuis le 29 avril 2011 date de la dernière réunion de la cellule de veille**

*(présentation par M. Le Fèvre et M. Legrain - cf. annexe 1)*

M. Le Fèvre indique qu'il a établi les documents qu'il présente en séance sur la base des questions qui lui ont

autorisées mais que l'étude de danger transmise à la DREAL a néanmoins été réalisée sur les bases des quantités maximales autorisées sur le site de Carhaix-Plouguer.

#### Ulves, engrais, commerce et réglementation

M. Le Fèvre explique qu'il ne peut en réponse à la question des riverains portant sur l'incidence du problème des algues vertes sur la commercialisation des engrais et la législation réglementant leur utilisation que relater des faits.

Son exposé porte :

- sur les causes de la prolifération des algues ;
- sur la réglementation et l'utilisation des engrais ;
- sur la commercialisation des engrais.

M. Le Fèvre souligne que dans les causes de la prolifération des algues il a pris en compte les aspects liés à la température de l'eau, à la lumière, au confinement statique ou dynamique des ulves et les importants apports nutritifs.

Sur ce dernier point, il précise avoir, en toute neutralité, fait référence aux deux approches scientifiques qui s'opposent : l'apport nutritif lié au nitrate principalement d'origine agricole et celui lié au phosphate d'origine urbaine.

M. Le Fèvre indique que l'utilisation des nitrates relève des dispositions de la directive 91/676 CEE dite « directive nitrate ». De cette directive découle un 4<sup>ème</sup> programme d'action qui s'applique à la période 2010-2013 et qui implique notamment :

- une obligation de réaliser un plan prévisionnel de fumure avec quantité d'azote à épandre selon les zones ;
- une obligation de tenir un cahier de fertilisation ;
- l'utilisation de matériel adapté au fertilisant pour une fertilisation raisonnée...

M. Le Fèvre souligne qu'un 5<sup>ème</sup> programme d'action est en cours de préparation et qu'un plan de lutte contre la prolifération des algues vertes a été adopté le 5 février 2010.

M. Legrain précise que les agriculteurs, pour respecter le 4<sup>ème</sup> plan d'action de la directive nitrate, font désormais appel à des techniques de pointe comme l'utilisation de cartes satellites pour déterminer la répartition de leurs engrais mais aussi à des analyses de sol pour connaître les bons dosages d'engrais à utiliser. Il ajoute qu'entre 1992 et 2010 la consommation d'engrais en France est passée de 16 à 9,7 millions de tonnes.

M. Le Fèvre souligne que les sociétés chargées de la commercialisation des engrais n'ont pas attendu une prise de conscience des agriculteurs pour ajuster l'apport d'azote d'origine minérale aux besoins de la culture. De fait, entre 1990 et 2010, les livraisons d'azote dans les engrais sont passées de 110 à 70 kilos par hectare et celles de phosphore de 40 à moins de 10 kilos par hectare.

M. Le Fèvre note que depuis 2008 les chiffres de livraison d'azote et de phosphore à l'hectare en Bretagne tendent à se stabiliser ce qui tend à montrer que les effluents d'élevage ne suffisent pas à fertiliser les cultures et les prairies.

M. Legrain explique que l'Union des Industries de la Fertilisation à laquelle sa société adhère sensibilise depuis plusieurs années les agriculteurs à la règle des 4B (bon produit – bonne dose – bon moment – bon endroit). L'enseignant propose donc à ses clients des produits de mélange adaptés aux besoins des cultures. Il souligne que par ailleurs des produits industriels viennent compléter cette gamme d'engrais de mélange (ex : azote à libération lente en fonction de la température ambiante).

#### Rôle du pourcentage de nitrates des engrais dans la pollution des eaux.

Après rappel de quelques faits sur le processus d'assimilation de l'azote par les plantes, M. Le Fèvre souligne que le pourcentage de nitrate des engrais n'entraîne pas plus de risque de lessivage vers les eaux si en application des préconisations de la directive nitrate, l'apport d'engrais est réalisé au bon moment par rapport aux besoins des plantes et fractionné au cours du printemps.



nouvelle étude de danger et explique que ce document est toujours en instruction à la DREAL. L'objectif est d'en terminer l'analyse d'ici à la fin de l'année 2011.

M. Péquériau souligne que le Finistère compte cinq sites SEVESO seuil haut (dont deux sur l'arrondissement de Châteaulin) et sept sites SEVESO seuil bas. L'instruction de l'étude de danger reçue de Leseur n'a pas été jugée prioritaire en comparaison à d'autres procédures lourdes relatives aux sites SEVESO seuil haut telles que les PPRT qui constituent des priorités nationales au regard des enjeux exposés. L'analyse de l'étude de danger est toutefois bien avancée mais tous les éléments qui en découlent ne pourront être présentés que lors de la prochaine réunion de la cellule de veille. Il fait observer que l'exploitant a travaillé sur le fait qu'il n'y a plus de réception d'engrais vrac à DAE sur le site ce qui équivaut à une réduction physique du risque à la source par suppression d'un des potentiels de dangers.

M. Péquériau explique également qu'une inspection de l'établissement Leseur est prévue prochainement. Elle aura pour but de définir si des mesures de maîtrise du risque sont à rajouter sur le site pour répondre aux dispositions de l'arrêté du 13 avril 2010 ou si les travaux réalisés en 2003, 2004 et 2005 suffisent. Il rappelle que la dernière visite réalisée chez l'exploitant date de mars 2009 et que pour les établissements classés SEVESO seuil bas, la périodicité des visites est de 3 ans minimum.

M. le Sous-préfet note le retard pris dans l'analyse de l'EDD et l'objectif que s'est fixé la DREAL pour la fin de l'année 2011. Il rappelle que l'étude de danger a un impact d'une part sur l'aspect secours à personnes puisque les périmètres définis dans le Plan particulier d'Intervention (PPI) découleront du rapport que la DREAL rendra à M. le Préfet et d'autre part sur l'aspect maîtrise de l'urbanisation autour du site.

M. Péquériau souligne que pour un établissement SEVESO seuil bas, la prescription d'un Plan Particulier de Risques Technologique (PPRT) n'est pas une obligation. Toutefois il existe un porter à connaissance qui a été adressé au maire. Aujourd'hui le rayon de maîtrise de l'urbanisation est de 60 mètres et une seule habitation est concernée. Ce périmètre résulte de la prise en compte d'un phénomène de décomposition auto-entretenue.

M. Péquériau explique que si l'on prend en compte le fait qu'il n'y a plus d'engrais à DAE (Décomposition Auto Entretien) sur le site Leseur de Carhaix-Plouguen, il est possible d'envisager qu'il n'y aura plus de zone de maîtrise de l'urbanisation.

En matière de PPI en revanche, on se place forfaitairement dans le schéma le plus pénalisant possible, qui demeure la prise en compte du phénomène de détonation du stock d'ammonitrates (phénomène réglementairement écarté de la maîtrise de l'urbanisation).

M. Péquériau précise par ailleurs qu'avant l'accident AZF, le seuil d'effet de surpression pris en compte dans les études de dangers était limité à 50 millibars, aujourd'hui il est abaissé à 20 millibars. Cette nouvelle zone d'effets correspondant aux bris de vitres devra donc nécessairement être prise en compte dans l'étude de dangers notamment pour le phénomène de détonation de l'ammonitrate. Cette évolution est susceptible d'entraîner une révision à la hausse du périmètre d'application du PPI.

M. Péquériau conclut qu'aujourd'hui il n'est pas possible de dire ce qu'il en sera du futur périmètre du PPI.

#### Réactions à l'exposé de M. Péquériau

*M. Keller rappelle qu'en 2010, l'hypothèse d'une diversification de l'activité du site par le stockage de céréales avait été évoquée. Il souhaite savoir ce qu'il en est en 2011.*

M. Legrain répond que les discussions en ce sens n'ont pas abouti.

M. Péquériau ajoute que l'étude de danger fournie par l'exploitant intègre néanmoins cette possibilité au cas où cette diversification interviendrait dans l'avenir.

*Mme Auffret demande si l'étude de danger va être rendue publique.*

M. Péquériau répond par l'affirmative en précisant que le rapport qui sera adressé à M. le Préfet sera également consultable.

alerte, recevoir du SDIS sera également passé. Il estime également que le laps de temps qui s'écoule entre le début d'un accident sur site, avec information de la gendarmerie et des sapeurs-pompiers et le déclenchement de l'alerte sirène doit être travaillé pour une meilleure anticipation de l'événement.

*M. Keller rappelle que lors de l'exercice de 2009 les personnes exposées au vent entendaient la sirène d'alerte. Il pense qu'il serait souhaitable que les personnes qui se dirigent vers la zone d'exposition soient, elles aussi, informées de ce qui se passe.*

Mme Boulic rappelle que radio France Bleue Breiz Izel diffuse les messages d'alerte et d'information et que radio Montagnes Noires relaye également ces informations.

M. le Sous-préfet précise qu'en 2009 par convention d'exercice la gendarmerie était pré-positionnée, ce qui ne serait bien sûr pas le cas dans la réalité. Il convient donc que les populations sachent bien à quoi correspond un déclenchement de sirène, quelles dispositions elles doivent prendre pour avoir une parfaite connaissance des faits et de la conduite à tenir (confinement, écoute des messages radio...).

Il rappelle que le but de l'exercice est justement de tirer des enseignements de ce qu'il faut ajuster dans un PPI. Il cite à titre d'exemple le constat fait du lieu de stockage des barrières nécessaires au plan de bouclage qui est situé dans un local des services communaux à l'intérieur du périmètre de sécurité et qu'il convient donc de revoir.

*M. Keller souhaite savoir quel est l'échéancier de révision du PPI.*

M. le Sous-préfet indique que compte-tenu du délai de rendu de l'analyse de l'étude de danger à M. le Préfet, du périmètre lié à la suppression qu'il convient d'ajouter au PPI et des délais réglementaires liés à la procédure de révision, le PPI devrait être réactualisé à l'automne 2012 et pourra donc être présenté lors de la prochaine réunion de la cellule de veille.

#### **IV-- Questions diverses**

*Mme Boulanger demande s'il est vrai que l'usine Leseur va fermer comme elle l'a entendu dire.*

M. Legrain lui indique qu'il n'a pas connaissance de la fermeture du site.

*M. Philippe veut savoir s'il y a eu compression de personnel sur le site de Carhais-Plouguer.*

M. Legrain explique qu'une secrétaire a quitté le site en septembre 2010 car sa présence n'y était plus nécessaire au regard des volumes d'engrais à gérer (22.000 tonnes au lieu de 44.000 tonnes auparavant).

~~~~~

M. le Sous-préfet propose en conclusion de la réunion que les membres de la cellule de veille des installations Leseur se revoient sous un délai d'un an puisque les conclusions de l'étude de danger auront alors été rendues et que le PPI aura été remis à jour.

Après remerciement des participants, M. le Sous-préfet lève la séance à 11 heures 30

LE SOUS-PREFET DE CHATEAULIN,

Denly OLAGNON